

L'inégalité linguistique est une inégalité sociale : l'exemple berbère en Méditerranée sud

Tassadit Yacine. Anthropologue et directrice d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS).

Les groupes dominants ont tendance à valoriser leur langue et à vouloir l'imposer aux groupes dominés. En Afrique du Nord, le berbère, une langue pratiquée le long du bassin méditerranéen, résiste aujourd'hui après avoir survécu aux grandes langues écrites et savantes comme le grec et le latin, même si elle a connu très tôt, et jusqu'à nos jours, une domination de la part des différents conquérants. Tandis que l'écriture berbère, nommée tifinagh, ne figure aujourd'hui qu'en tant que trace mémorielle, la langue orale est très vivante et caractérisée par une création artistique et littéraire très puissante. Toutefois, les locuteurs berbérophones se retrouvent discriminés à cause de leur langue en Méditerranée sud et au sein de la diaspora en Europe et Amérique.

Selon Pierre Bourdieu¹, les problèmes sociaux, sont des problèmes politiques, on peut donc, sans ambages, avancer qu'il en est de même pour les questions linguistiques². La langue est, certes, un moyen de communication entre les hommes, mais elle est loin d'être réductible à ce seul aspect. Investie, socialement, et symboliquement, elle est dotée d'un capital spécifique sur le marché des biens symboliques.

Les groupes dominants ont tendance à valoriser leur langue et à vouloir l'imposer aux groupes dominés. Il en est ainsi dans l'histoire de l'humanité et, en particulier, dans celle de la Méditerranée depuis l'Antiquité. Sans retracer

l'histoire des langues et des rapports de forces qui les ont caractérisés, je voudrais revenir sur les problèmes linguistiques en Afrique du Nord et, précisément, sur le phénomène d'une domination linguistique qui s'inscrit dans la durée. Comment l'une des anciennes langues de la Méditerranée se trouve discréditée en raison de sa longévité et impacte le statut de ceux qui la pratiquent.

Cette langue s'appelle le berbère, elle a résisté, avec le basque, aux grandes langues écrites et savantes, comme le grec et le latin, disparues à l'époque historique du bassin méditerranéen. Elle est parlée en Libye (Zouara, Nefousa),

1. P. Bourdieu, *Ce que parler veut dire, et Langage et pouvoir symbolique* (voir bibliographie).

2. La deuxième partie de cet article, parue sous le titre « La langue maternelle des immigrés n'est pas l'arabe », a été rédigée en collaboration avec Pierre Vermeren et Omar Hamourit, (dans *Analyse Opinion Critique*, 13 novembre 2020).

en Algérie, au Maroc, au Niger, au Mali, au Burkina Faso, en Tunisie (Djerba) et en Égypte (dans l'oasis de Siwa). Le plus grand nombre de locuteurs la pratiquant sont davantage situés en Algérie (Kabylie, Aurès, M'Zab, Hoggar, Gourara, mais aussi dans les monts de Blida et de l'Ouarsenis) et au Maroc (Rif, Moyen et Haut Atlas, et l'Anti-Atlas). Une partie importante de ces populations fut historiquement tournée vers la Méditerranée surtout aux époques carthaginoise, romaine, byzantine où elle a joué un rôle déterminant dans l'histoire. En plus de leur langue, les Berbères ont parlé le latin et le grec³ et ont donné à l'histoire des savants et des hommes d'Église hautement reconnus (Apulée, Saint Augustin, Saint Cyprien, Tertullien, etc.) ainsi que des hommes/femmes politiques qui ont marqué l'histoire comme Jugurtha, Massinissa, Syphax, Juba II ou la reine de l'Aurès La Kahina ou encore Tariq ibn Ziad.

Malgré un fonds commun au niveau syntaxique, le lexique peut enregistrer des différences selon les groupes. Ces variantes sont notables selon que l'on se trouve à l'est ou à l'ouest (en Libye ou au Maroc) au nord ou au sud (en Kabylie ou dans le Hoggar).

Dispersées sur une superficie très étendue et ayant une histoire très longue, les langues berbères (connues sous le nom d'amazighes) ont connu très tôt une domination (et une grande fragmentation) de la part des différents conquérants depuis au moins l'Antiquité jusqu'à nos jours. Même si ces populations détenaient l'usage de l'écriture, dont l'alphabet est le tifinagh⁴, depuis près de trois mille ans, cette dernière a disparu très tôt comme langue

écrite de l'administration et du pouvoir (la plus ancienne trace date de la stèle de Dougga⁵). Elle s'est éclipsée au profit du grec, du latin et, plus tard, de l'arabe, du turc et du français. Disparue des usages de la vie quotidienne⁶, l'écriture des Berbères figure comme trace mémorielle sous forme d'inscriptions libyques présentes dans toute l'Afrique du Nord : Algérie, Maroc, Tunisie, Libye et Canaries et fait la richesse du patrimoine de l'humanité.

Une partie importante de ces populations fut historiquement tournée vers la Méditerranée surtout aux époques carthaginoise, romaine, byzantine où elle a joué un rôle déterminant dans l'histoire

La langue berbère orale, quant à elle, est très vivante. Caractérisée par une création littéraire et artistique très dynamique (poésie, musique, architecture), elle compte actuellement un nombre de locuteurs élevé en Méditerranée sud et dans la diaspora en Europe (France, Espagne, Belgique, Pays-Bas, Allemagne) et aux Amériques (Canada, États-Unis). Revendiquant ouvertement ou non leur langue, les locuteurs berbérophones se retrouvent discriminés en raison de celle-ci partout dans le monde. Si la référence à la Kabylie est privilégiée ici, c'est pour des raisons historiques, car c'est là que la question a émergé de façon relativement ancienne et ouvertement opposée à l'idéologie arabo-islamique. Celle-ci sera soulevée dès 1948, elle donnera lieu, en 1949, à un conflit frontal entre les nationalistes et les « berbéro-nationalistes » appelés aussi berbéro-matérialistes. La question de la langue

3. Dans la cour du monarque Berbère Massinissa, allié de Rome contre Carthage, on parlait le grec et l'élite envoyait ses enfants à Athènes apprendre la littérature et les arts.

4. Ce sont les femmes touarègues qui ont transmis cet alphabet. Elles l'enseignent aux enfants.

5. Stèle bilingue écrite en néo-punique et berbère en hommage au roi berbère Massinissa dont le mausolée, érigé dans le royaume numide en II av. J.-C. dans la Tunisie actuelle.

6. Sauf chez les Touaregs (population du Sahara mais aussi du Niger, Mali, Burkina Fasso) qui ont continué à s'en servir. L'alphabet berbère connu sous le nom de tifinagh est actuellement adopté officiellement au Maroc pour écrire le berbère. L'Algérie par contre écrit le berbère dans l'alphabet latin.



Manifestation à Alger.

réapparaîtra de façon cruciale à l'indépendance de l'Algérie, en 1962⁷. La crise dite de 1949 a, pour ainsi dire, constitué un moment fondateur dans l'histoire du mouvement national qui a engagé de façon exclusive le pays dans la voie de l'arabo-islamisme en lui définissant une identité et une langue (arabes) et en lui reconnaissant une religion, l'islam, conformément à la doctrine du leader ouléma Ben Badis (Tilmatine, 1948).

Le mouvement des oulémas algériens, bien que favorable à l'assimilation des Algériens à

la langue et la culture françaises, s'est pourtant arrogé la paternité du nationalisme et la défense de l'arabo-islamisme comme fondement unique de la nation algérienne⁸. Les éléments favorables à une Algérie algérienne, c'est-à-dire non arabe et non musulmane (laïque), se sont vu éjectés du mouvement et taxés de « berbéro-matérialisme » et, pour ainsi dire, exclus de leur propre pays. Aucune région d'Afrique du Nord n'a connu de situation similaire, c'est-à-dire, en l'occurrence, l'enracinement dans la culture ancestrale berbère assorti d'une projection dans

7. Je remercie Mohand Tilmatine et Thierry Desrués d'avoir repris certains passages de mon article publié dans les *Revendications amazighes* dans la tourmente des Printemps arabes (centre Jacques-Berque, 2017).

8. Leur mouvement est en lien avec Djamal Eddine El afghani et Rachid Abdou. L'idée étant de diffuser largement la langue arabe et de réformer l'islam en éjectant les pratiques locales et surtout le soufisme.

la « modernité » (laïcité, pluralisme, démocratie) comme élément essentiel de la résistance à la colonisation et principe selon lequel s'effectuera l'édification de la future nation.

Pour cette raison, les Kabyles, bien qu'ayant participé à la libération de l'Algérie, se verront combattus à cause du refus de l'assimilation pure et simple à l'arabo-islamisme. Depuis 1963, qui correspond à la « dissidence » du chef historique du Front de Libération Nationale (FLN) Ait Ahmed⁹, la Kabylie ne cessera pas de combattre les pouvoirs en place pour se réappropriier son histoire¹⁰.

Un détour par le début de l'islamisation serait nécessaire pour appréhender cette articulation entre histoire et politique profondément enracinée dans les pays d'Afrique du Nord et qui n'a pas manqué d'alimenter une confusion largement entretenue par les tenants de l'arabo-islamisme entre langue et identité¹¹. Cette situation a permis une prise de conscience chez les Kabyles qui a fait tache d'huile et gagné les pays voisins.¹² Au Maroc, on retrouve les mêmes effets avec des revendications similaires évoluant en fonction des périodes et des espaces.

Ce rappel consiste à montrer que les inégalités linguistiques sont socialement et historiquement construites et qu'elles se sont transmises depuis les temps les plus anciens. Les derniers colonisateurs en Afrique du Nord (Français, Espagnols, Italiens), ont réactivé les rapports de forces et accentué les clivages entre arabophones et berbérophones considérant la langue arabe (fut-elle dominée aussi par leur propre système) comme langue supérieure

parce qu'écrite et légitime grâce au Coran. Cette perception est, en fait, celle qui perdure depuis la conquête de l'Afrique du Nord par les Arabes qui imposèrent leur religion et leur langue.

Ce débat a fait couler de l'encre pendant la colonisation en Algérie et sous le protectorat au Maroc sans parvenir à octroyer un statut à la langue berbère confinée dans la recherche ethnologique et linguistique propre à l'université. Il est bon de rappeler que l'enseignement du berbère, en France, est officiellement instauré en 1913 pour commencer d'une manière effective en 1915, à l'École des langues orientales de Paris.

Les Kabyles, bien qu'ayant participé à la libération de l'Algérie, se verront combattus à cause du refus de l'assimilation pure et simple à l'arabo-islamisme

Avec les indépendances recouvrées, les populations berbères continueront à pratiquer leur langue dans leurs régions d'origine mais aussi dans les villes où elles sont discriminées. Souvent de conditions très modestes, elles n'ont pas le capital culturel citadin pour s'intégrer si ce n'est au prix de la loi du renoncement à soi et à ses valeurs spécifiques. C'est ainsi que beaucoup d'Algérois sont des Kabyles (dé-kabylisés) ainsi que beaucoup de Casablancais (dé-berbérisés). Le pouvoir des cités est très important et c'est en leur sein qu'ont émergé les mouvements fondamentalistes des années trente. Les mouvements des oulémas, en

9. Ait Ahmed, militant anti-colonialiste, figure importante du mouvement nationaliste algérien. Il est également une figure importante de l'opposition depuis 1962 jusqu'à sa mort.

10. Depuis les années 80 à nos jours, les populations berbères de Kabylie continuent de lutter pour un régime démocratique ouvert sur les langues et les cultures du pays.

11. Araborama

12. Ces dernières années feront apparaître le caractère largement dépassé de la seule revendication culturelle au profit d'une redéfinition du politique sur les plans statutaire, territorial et géopolitique (qui, dans certains cas, va de l'autonomie à l'indépendance).

Algérie, et de l'Istiqlal, au Maroc ont diffusé le retour aux fondamentaux islamiques. Ils vont intégrer les mouvements nationalistes et imposer leur idéologie. C'est en leur sein que la question des identités et des langues a été soulevée à des niveaux différents.¹³

Depuis plus de soixante-dix ans, ce qui correspond aux dates des indépendances recouvrées¹⁴, l'Afrique du Nord a connu un processus d'arabisation accéléré, en réalité un processus de déberbérisation pour amener son peuple à se séparer de sa langue, de son histoire anté-islamique plurielle et de son identité culturelle, la visée hégémoniste des nationalistes maghrébins étant de fonder des États sur le modèle jacobin français avec une langue unique et une religion elle aussi unique. Le procédé consiste à transformer culturellement des groupes entiers formés dans une civilisation méditerranéenne que tisse une grande diversité culturelle (païenne, juive et chrétienne). Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les pays européens ont adopté avec leurs immigrés la même politique que les États Nations d'Afrique du Nord avec les populations berbères.

En Europe, la loi de la majorité *fait loi* et incite donc les immigrés à se séparer de leur langue maternelle perçue comme « sans valeur » sur le plan social pour des raisons à la fois sociales (intégration oblige) et politiques. À l'exception de la Hollande, aucun pays européen n'a tenu compte de la réalité linguistique de ses immigrés, car le respect des politiques des pays d'origine l'emportait sur l'intérêt des enfants et de leurs familles. La France (en particulier) a introduit l'arabe dans l'enseignement,

il y a plus de trente ans, alors que la majorité des enfants étaient berbérophones.

Or, il est de notoriété publique que les premières vagues d'immigration ont été surtout composées de Kabyles et Chaouias (pour l'Algérie), Chleuhs, Amazighs et Rifains (pour le Maroc) ; selon plusieurs études, les berbérophones d'origine composent la moitié des Français d'origine nord-africaine. Les arabophones pratiquent, certes, la *darija*, langue arabe vernaculaire de cette région (incomprise au Moyen-Orient), distincte de l'arabe dit classique ou médian, devenu la langue officielle de ces pays depuis les indépendances. La langue que l'État français envisage d'enseigner n'est en aucun cas une langue maternelle, comme l'écrit avec beaucoup d'aplomb le journaliste du *Monde*, Nabil Wakim¹⁵, qui part du terme générique d'« arabe » employé depuis les colonisations pour désigner toutes les populations du nord de l'Afrique.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les pays européens ont adopté avec leurs immigrés la même politique que les États Nations d'Afrique du Nord avec les populations berbères

L'inégalité est donc criante d'autant que la langue maternelle de ces enfants a connu une situation douloureuse durant la lutte des Berbères pour la réappropriation de leur langue depuis les années cinquante¹⁶. Elle a été en se radicalisant depuis les années soixante (en Algérie et au Maroc) jusqu'à sa reconnaissance comme langue officielle, en 2011, au Maroc

13. Une branche de l'opposition, le Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie (MAK), s'est dotée d'un gouvernement provisoire en exil.

14. Le Maroc a recouvré son indépendance en 1956, l'Algérie, en 1962.

15. Nabil Wakim, « Le bon arabe, c'est celui qui choisit d'être meilleur en français plutôt qu'en arabe », *Le Monde*, 30 septembre 2020.

16. Le printemps berbère a marqué les mémoires des Berbères du monde entier. En 1980, des étudiants se sont soulevés à Tizi-Ouzou contre le parti unique pour revendiquer la reconnaissance de leur langue dans un cadre démocratique. Une vague inédite (en Algérie) a caractérisé cette période.

et 2016, pour l'Algérie. Il est surprenant de voir de tels amalgames se produire dans des pays pourtant avancés et qui, pour des raisons politiques, participent consciemment ou non au brouillage des identités et à la confusion des langues. Il est important de revenir sur ce point qui témoigne de cette inégalité sociale fondée sur un mensonge et sur une domination culturelle qui risque de laisser des traces indélébiles.

En effet, dans son discours contre le séparatisme en octobre 2020, Emmanuel Macron a proposé de mieux enseigner l'arabe à l'école. Mais aucun ne semble s'être interrogé sur la pertinence, et même le danger, d'associer une langue (l'arabe) et une religion (l'islam). L'arabe n'est pas la langue maternelle des immigrés. Le berbère a été (et l'est sans doute encore) la première langue de France, apporté par des milliers de Berbères qui étaient venus travailler dans les différentes régions de l'Hexagone. Le berbère, à l'instar des autres langues, doit trouver sa place à l'école. Le débat sur le statut des langues doit rester entièrement ouvert.

Dans une atmosphère politique marquée par l'horrible décapitation d'un enseignant (que rien ne peut justifier et que nous condamnons de toutes nos forces) et par la lutte contre le « séparatisme », le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, après Najat Vallaud-Belkacem¹⁷, a exprimé, le 6 octobre 2020, sa volonté de renforcer et de normaliser l'enseignement de la langue arabe dans le cadre de l'école de la République, pour éviter, disait-il, que des structures périscolaires parallèles s'emparent de cet enseignement et dispensent un message plus religieux que linguistique.

Hakim el Karoui¹⁸, dans un rapport remis récemment au gouvernement, souligne que le nombre d'élèves apprenant l'arabe au collège

et au lycée a été divisé par deux, alors qu'il a été multiplié par dix dans les mosquées. Malgré la réalité de cette dérive de l'enseignement de l'arabe, Jean-Michel Blanquer n'ignorait pas qu'il allait soulever autant de passions que d'interrogations, car l'enseignement de la langue arabe pose un réel problème à la société française. Cette langue est en effet instrumentalisée à des fins politiques au lieu d'être une langue de culture et de savoir comme toutes les autres langues dignes d'être transmises sans arrière-pensées.

Le berbère a été (et l'est sans doute encore) la première langue de France, apporté par des milliers de Berbères qui étaient venus travailler dans les différentes régions de l'Hexagone

Or il semble très dangereux d'associer une langue (l'arabe) et une religion (l'islam) et de sous-entendre que l'immigration est entièrement arabe donc musulmane, ce qui est loin de la réalité historique et sociale. Qu'en est-il des Subsahariens ? Des Bambaras, des Peuls, des Swahilis pratiquant pourtant l'islam et ignorant la langue arabe. Si le ministre de l'Éducation nationale se réfère à la seule immigration issue des pays de l'Afrique du Nord, il est vrai qu'elle est dans sa très grande majorité musulmane, mais elle est loin d'être arabe et/ou arabophone.

Cette langue « effraie » les uns, comme Luc Ferry, ancien ministre de l'Éducation nationale, quand les autres trouvent que son enseignement est utile pour les enfants issus de l'immigration maghrébine. Le débat autour de l'enseignement de la langue arabe à l'école a été posé en termes dualistes, donnant l'impression que la langue arabe est le seul objet du débat,

17. Elle-même d'origine berbère et jouant la carte du système dominant.

18. Essayiste et auteur pour l'Institut Montaigne du rapport *La fabrique de l'islamisme*, 2018.

ignorant en cela que les Français d'origine maghrébine ne forment pas un corps homogène linguistiquement et culturellement. Les berbérophones constituent une communauté majeure en France : ils veulent attirer l'attention sur la confusion qui ferait de la communauté berbérophone présente en France la grande perdante de ce débat.

Or, depuis les années 1950, un combat culturel de grande ampleur est engagé pour la réappropriation de la langue et de la culture berbère. Il ne s'agit pas aujourd'hui de s'opposer à l'enseignement de l'arabe en France, comme langue de savoir pour tous les Français qui voudraient connaître la civilisation arabe. Mais elle n'est nullement la seule langue de l'immigration.

Si l'État français veut tendre la main aux jeunes des banlieues, il faut commencer par abolir les discriminations dont beaucoup sont victimes

Nous signalons l'existence d'une langue berbère académique, officielle en Algérie et au Maroc, qui porterait mieux les aspirations des enfants issus de familles berbères. S'il s'agit, comme l'a souligné Jean-Michel Blanquer, de mettre un lien entre les langues et les civilisations, les Berbères ne s'associeraient pas au fait de considérer que tous les enfants de l'immigration sont arabophones ; à quel titre leur proposer la langue arabe si ce n'est dans une finalité religieuse ?

Les Berbères ont subi l'enseignement de l'arabe dans leur pays d'origine comme une dépersonnalisation, à travers des manuels scolaires niant leur histoire et leur langue. Ils savent aussi que l'histoire médiévale et coloniale a été, pour eux, une tragédie culturicide. Il serait très regrettable que ce scénario se rejoue

ici, en France, à leurs dépens. Les Berbères ne veulent pas de l'idéologie du royaume arabe prônée par Napoléon III, dans laquelle la spécificité berbère a été « oubliée », dans un joyeux amalgame entre langue et religion.

Salem Chaker¹⁹, principal artisan d'une convention sur l'enseignement du berbère, entre l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO) et la direction générale des enseignements scolaires de l'Éducation nationale, rappelait en 1995²⁰ qu'en neuf ans, le nombre de candidats au baccalauréat ayant choisi le berbère en langue vivante III est passé de 1 350 à 2 250 pour toute la France. Et leur nombre ne cesse d'augmenter d'année en année. Rappelons, en outre, que paradoxalement, dans les pays d'Afrique du Nord, des parents se ruinent pour envoyer leurs enfants dans des écoles privées francophones.

Dans ce climat marqué par la complexité, il ne faut pas ajouter des amalgames aux amalgames existants. Si l'État français veut tendre la main aux jeunes des banlieues, il faut commencer par abolir les discriminations dont beaucoup sont victimes, et l'apprentissage de l'arabe doit être une liberté visant à leur épanouissement et non une assignation ethnoreligieuse, parce qu'ils sont ce qu'ils sont supposés être, ou comme les islamistes voudraient qu'ils soient, ce qui assurément va à l'encontre de la stratégie escomptée.

Bibliographie

AL-FASSI, A., *Al-Harakat al-istiqlaliya bi al-Maghrib al-'arabi* [Les Mouvements indépendantistes dans le Maghreb arabe], Rabat, Édition du Haut Commissariat aux anciens résistants et anciens membres de l'armée de libération, 2010 [1948].

19. Universitaire, spécialiste de linguistique berbère et professeur de langue berbère.

20. Catherine Simon, « L'enseignement du berbère en France est aussi une affaire politique », *Le Monde*, 14 février 2005.

- AMROUCHE, J., « Colonisation et langage », dans *Un Algérien s'adresse aux Français* (dir. T. YACINE), Paris, Awal-l'Harmattan, 1994.
- BONTE, P., *Récits d'origine : contribution à la connaissance du passé ouest-saharien, Mauritanie, Maroc, Sahara occidental, Algérie*, Paris, Karthala, 2016.
- BOURDIEU, P., *Ce que parler veut dire*, Paris, Fayard, 1982.
- BOURDIEU, P., *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, 2001.
- BROWN, K., « The impact of the Dahir berbère in Salé », dans *Arabs and Berbers: From tribe to Nation in North Africa* (dir. E. GELLNER et M. CHARLES), Londres, Duckworth, 1973, p. 201-202.
- CALVET, L.J., *La Guerre des langues et les politiques linguistiques*, Paris, Payot, 1987.
- KADRI, A. et A. GHOUATI, *Enseignants et instituteurs en Algérie : les luttes enseignantes dans la décolonisation, 1945-1965*, Rapport de recherche, Institut Maghreb Europe, Paris 8, Unsa Education, 2006.
- EL KHATIR, A., « L'usage de l'histoire dans le champ politique au Maroc : le cas du dahir dit berbère », dans *Le Maroc d'aujourd'hui* (dir. P. GANDOLFI), Venice, Le Porte, 2008a, p. 47-61.
- EL KHATIR, A., « Le droit coutumier amazigh face à la mise en place de la législation nationale au Maroc », dans *Droit coutumier amazigh au Maroc*, OIT/Organisation Tamaynut, 2008b, p. 77-155.
- EL KHATIR, A., « Nationalisme et langue au Maroc », *Awal. Cahiers d'études berbères*, n° 43-44, 2015, p. 55-73.
- EL OUAZZANI, M.H., « La politique berbère et le statut du Maroc », *Maghreb : les documents marocains*, n° 11, Paris, 1955, p. 20-26.
- EL-QADERY, M., *L'État national et les Berbères, le cas marocain : mythe colonial et négation nationale*, Montpellier III, thèse d'histoire contemporaine, 1995.
- IBN-KHALDOUN, A., *Les Prolégomènes (La Muqaddima)*, vol. 1, Paris, Geuthner, 1996 [1934].
- GHAKI, M., « Imazighen : la situation tunisienne », *Awal. Cahiers d'études berbères*, n° 43-44, 2015, p. 7-15.
- GHALLAB, A., « Al-Bu'd al-hadari li al-Maghrib al-'arabi (la dimension civilisationnelle du Maghreb arabe) », dans *Fil Fikr as-siyasi (écrits politiques)*, Rabat, Société marocaine d'édition et d'impression, 1993, p. 181-202.
- GHALLAB, A., « 'Urubat had al-Maghrib [l'arabité de ce Maroc] », dans *Amazighité : débat intellectuel*, Rabat, Centre Tarik Ibn Ziyad (*Ad-Dawha*, février 1977), 2002, p. 32-34.
- IAZZI, M., « La question amazighe (berbère) au Maroc : état des lieux », *Awal. Cahiers d'études berbères*, n° 43-44, 2015, p. 53.
- L'AFRICAIN, J.-L., *Description de l'Afrique*, Paris, Maisonneuve, 1981 [1956].
- MÉRAD, A., *Le Réformisme musulman en Algérie de 1925 à 1940 : essai d'histoire religieuse et sociale*, Paris, La Haye-Mouton, 1967.
- MOUNIB, M., *Ad-Dahir al-barbari akbar ukduba siyasiya fi tarikh al-Maghrib al-mu'asir* [Le Dahir berbère : grand bluff politique dans l'histoire du Maroc contemporain], Rabat, Bou Regreg, 2002.
- OUERDANE, A., *Les Berbères et l'arabo-islamisme en Algérie*, Montréal, Éditions KMSA, 2003.
- RIZK, C., *Entre l'Islam et l'arabisme : les Arabes jusqu'en 1945*, Paris, Albin Michel, 1985.
- TILMATINE, M., « Les oulémas algériens et la question berbère : un document de 1948 », *Awal. Cahiers d'études berbères*, n° 15, 1997, p. 77-90.
- VERMEREN, P., *Maghreb : la démocratie impossible*, Paris, Fayard, 2004.
- YACINE, T., « C'est Africain qu'il faut se dire », entretien avec Kateb Yacine, dans *Le Poète comme boxeur : entretiens, 1958-1989*, Paris, Seuil, 1994, p. 101-120.
- YACINE, T., « Du printemps berbère au mouvement du 20 février 2011 : ou l'aventure des « minorités » en Afrique du Nord », dans *La Rivoluzione ai tempi di internet* (dir. A. M. DI TOLLA et E. FRANCESCA), Napoli, Torcolier, 2012, p. 211.
- YACINE, T., « Une histoire des Berbères », *Araborama. Le monde arabe existe encore ?*, Paris, Éditions du Seuil, 2019, p. 224-231.